



Urgence pour les services publics

Alors que l'épidémie progresse et que de nouvelles mesures sanitaires ont été prises dans certains territoires, la FSU dénonce le fait que les services publics ne fassent pas l'objet d'adaptations particulières à la reprise de l'épidémie. Or, avec 20% de l'emploi en France et l'accueil de nombreux-ses usager-es, élèves et étudiants, ils sont un enjeu majeur en termes de circulation et de regroupement de personnes, la puissance publique a un devoir particulier de protection de ses personnels, de ses usager-es et de l'ensemble de la population.

Comment, dès lors, comprendre le rétablissement du jour de carence depuis le 11 juillet : déjà injuste et inefficace en temps normal, il est dangereux en temps épidémique car sa logique conduit les agent-es à minorer leurs symptômes, à rebours des préconisations sanitaires les plus élémentaires. Comment comprendre, par ailleurs, que le fait d'avoir contracté la COVID ne soit toujours pas reconnu comme imputable au service ? Le message envoyé aux agent-es public-ques est que la prise de risque à laquelle ils et elles consentent n'aura pas de contrepartie en termes de prise en charge par leur employeur.

La FSU demande que les personnels en nombre suffisant soient recrutés dans tous les services publics pour faire face aux contraintes particulières liées aux protocoles sanitaires.

Comment comprendre, en particulier, qu'élèves, étudiant-es et personnels continuent d'être entassé-es dans les lieux scolaires (y compris les cantines, donc sans masques) sans mesure supplémentaire. La FSU demande que davantage d'adultes soient recrutés et affectés dans les lieux scolaires et universitaires, ce qui permettrait une surveillance renforcée des gestes barrière, d'assurer nettoyage et désinfection des lieux, etc. Elle demande aussi que des enseignant-es supplémentaires, en particulier celles et ceux qui sont toujours en liste complémentaire, soient recruté-es et affecté-es, pour permettre un desserrement au moins partiel de la pression dûe à des effectifs de classe trop lourds. Elle demande que les équipes pluriprofessionnelles soient renforcées.

Elle demande enfin la gratuité des masques et leur distribution en nombre suffisant pour les jeunes, cela permettrait de ne plus connaître les situations où, par exemple, le même masque est porté toute la journée, ce qui ne constitue pas une protection satisfaisante.

La situation épidémique entraîne de nombreux surcroits de travail et cela dans un contexte éprouvant. Il ne peut être acceptable que la nature exceptionnelle de la situation puisse légitimer une extension sans limite des obligations et des charges. Les demandes faites aux agents doivent donc impérativement se limiter à celles qui sont les plus essentielles au bon fonctionnement du service public. Il en va de la prévention des risques psychosociaux comme de la qualité du service exercé.

Les premiers jours de l'année scolaire laissent déjà les personnels en état de fatigue et de tension extrême. Non pas qu'ils et elles rejettent les mesures sanitaires, elles sont nécessaires. Mais ne pas reconnaître que les conditions d'exercice des missions sont rendues plus difficiles par la crise sanitaire, prétendre que "tout est normal" et que tout peut fonctionner comme si de rien n'était relève du déni de réalité et confine à un mépris des missions des personnels qui doit impérativement cesser.

Les Lilas, le 25 septembre 2020

